

# Houphouët-Boigny et la République Populaire de Chine : de la méfiance au pragmatisme (1960-1983)

N'dri Laurent KOUAKOU  
Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.  
kouakoundrilautent@yahoo.fr

Konan Aimé DJAHA  
Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire  
[aimekonan91@gmail.com](mailto:aimekonan91@gmail.com)

## Résumé

Après avoir œuvré pour l'accèsion de la Côte d'Ivoire à l'indépendance le 7 août 1960, Houphouët-Boigny marqua un désamour à l'égard de la République populaire de Chine. En fait, les choix stratégiques de la Côte d'Ivoire devenue indépendante en matière de politique étrangère étaient largement tributaires du processus suivi par la décolonisation du pays lequel a fait la part belle à Houphouët-Boigny et au maintien des relations amicales avec la France. Ainsi, entre l'indépendance en 1960 et 1983, c'est la République de Chine, soit Taïwan qui fut reconnue par Abidjan. Pourtant, au fil des années, la tension se désamorça et des contacts se nouèrent entre Abidjan et Pékin. Ceux-ci devinrent officiels le 2 mars 1983 lorsqu'après vingt-trois ans de brouille, les deux pays se reconnurent mutuellement et établirent des relations diplomatiques dans un nouvel esprit, celui de la coopération. Dès lors, une nouvelle ère s'annonça dans leur histoire commune. L'objectif de cette contribution est de mettre en lumière les enjeux majeurs liés à ce revirement politico-diplomatique entre la Côte d'Ivoire et la Chine populaire. Notre analyse s'appuie sur des recherches documentaires et quelques témoignages oraux.

Mots-clés : Coopération, Chine populaire, Côte d'Ivoire, Diplomatie, Enjeu, Reconnaissance, Taïwan.

## Abstract

Houphouët-Boigny was disenchanted with the People's Republic of China. In fact, the strategic choices of Côte d'Ivoire, which had become independent in terms of foreign policy, were largely dependent on the process followed by the decolonization of the country which gave pride of place to Houphouët-Boigny and the maintenance of friendly relations with France. . Thus, between independence in 1960 and 1983, it was the Republic of China, or Taïwan, that was recognized by Abidjan. However, over the years, the tension eased and contacts were established between Abidjan and Beijing. These became official on March 2, 1983 when, after twenty-three years of estrangement, the two countries recognized each other and established diplomatic relations in a new spirit, that of cooperation. From then on, a new era dawned in their common history. The objective of this contribution is to highlight the major issues linked to this politico-diplomatic turnaround between the Ivory Coast and the People's Republic of China. Our analysis is based on documentary research and some oral testimony.

Keywords: Cooperation, People's China, Ivory Coast, Diplomacy, Stakes, Recognition, Taiwan.

## Introduction

Principale puissance économique francophone en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire consacre 31 % du PIB de l'UEMOA et dispose de plusieurs potentialités pour son développement économique. Historiquement, elle a été dirigée par Houphouët-Boigny de 1960 à 1993 et intrinsèquement liée à la France (X. Auregan, 2016, p. 1-15). De ce fait, elle a proposé une politique étrangère divergente par rapport à ses voisins et à une partie de l'Afrique occidentale en général. Après l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance en août 1960, Houphouët-Boigny a décidé de maintenir des liens étroits privilégiés avec la France et des États d'autres continents. Il y a, entre autres, le Japon, mais surtout Taïwan qui représentait la République de Chine. En dépit de la reconnaissance par le général De Gaulle de la République populaire de Chine en 1964, le président ivoirien s'est opposé avec véhémence à toute avancée progressiste et communiste sur le continent africain. Stigmatisée et honnie dans les discours d'Houphouët-Boigny et via ses ministres, la Chine rouge était perçue comme indésirable en Côte d'Ivoire (X. Auregan, 2016, p. 1-15). Cependant, au début des années 1980, le mouvement de renouveau économique instauré par le gouvernement de la Chine se manifesta, entre autres, par la mise en place d'une politique d'ouverture commerciale à l'égard des États du monde dont principalement les africains. Œuvrant dans une perspective de développement et de croissance économique, la Chine a noué des liens diplomatiques et économiques avec les pays africains secoués par la crise économique. Parallèlement, les mesures de redressement économique, en l'occurrence les Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par les occidentaux ont entraîné une aggravation de la situation économique des États africains. Cela a amené des dirigeants africains à se tourner vers d'autres partenaires au développement. Ce fut le cas notamment de la Côte d'Ivoire qui établit des relations diplomatiques et économiques avec la Chine en mars 1983. Depuis, les relations sino-ivoiriennes n'ont cessé de croître. Comment s'est

fait le rapprochement entre la Côte d'Ivoire et la Chine de 1960 à 1983 ?

Cette réflexion vise à comprendre l'évolution des relations sino-ivoiriennes de 1960 à 1983. La présente étude a fait l'objet de deux approches dans la collecte des données. L'approche documentaire et celle de terrain à travers la recherche qualitative. Les sources d'archives, les ouvrages, les articles, les thèses, les mémoires et divers rapports sont mis à contribution. Il est question de recourir aux travaux et études récents ainsi qu'anciens relatifs aux thématiques qui sont traités dans cet article. Cette analyse des documents a été couplée de l'observation globale de l'action des politiques sur le terrain à travers l'entretien. Le dispositif de monstration s'appuie sur trois axes. Le premier axe analyse l'anticommunisme d'Houphouët-Boigny après les indépendances. Le deuxième axe présente la coopération ivoiro-taïwanaise. Le troisième axe montre les facteurs ayant présidé au rapprochement sino-ivoirien en 1983.

## **1. L'anticommunisme d'Houphouët-Boigny : un frein à l'établissement des relations entre la Côte d'Ivoire et la Chine populaire**

Les premiers pas de la Côte d'Ivoire indépendante se sont effectués dans un monde dominé par la guerre froide (A. Banga, 2019/2, p. 103-117). Celle-ci imposa ses règles aux nouveaux États qui étaient devenus du coup de véritables enjeux de puissance entre les deux mondes. Il leur fallut choisir entre le bloc de l'Ouest (capitaliste) et celui de l'Est (communiste) et s'engager peu ou prou dans cette guerre<sup>1</sup>. Ce climat international a constitué le principal obstacle à l'amorce de relations franches, saines et étroites entre Ivoiriens et Chinois. Ainsi, les tensions entre Houphouët-Boigny et

---

1. Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes (SHD), Dossier menace communiste, 1R194. Entretien réalisé avec Kobi Abo Joseph, Enseignant-Chercheur à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire) le 5 août 2020 à 11 h 47 min Entretien réalisé avec Kouadio N'dri, Employé à l'IFEX-CI le 22 août 2020 à 16 h 6 min

la Chine se perçoivent sous deux principaux angles : l'opposition idéologique et le nuage sécuritaire.

### **1.1. Une opposition idéologique au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire**

Pendant la période de guerre froide, les relations sino-ivoiriennes étaient tendues et tenaient d'une opposition politico-idéologique entre Houphouët-Boigny et la Chine. En effet, élu député de Côte d'Ivoire à l'Assemblée nationale française en 1945, Houphouët-Boigny devint le leader national tout au long de ce processus (J. N. Loucou, 1992, p. 154). Et cette position lui permit de jouer un rôle de premier plan dans la définition des stratégies ivoiriennes et par ricochet, de faire de ses convictions celles de la nation à bâtir (S. Diallo, 1993, p. 122). C'est ainsi que la Côte d'Ivoire professa un anticommunisme radical en particulier à l'égard de la Chine maoïste. Et pourtant, entre Houphouët-Boigny et le communisme, les rapports n'ont pas toujours été tendus. Pour cause, il a entamé sa carrière politique au sein du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Mieux, ce sont les communistes français qui l'ont incité et soutenu lors de l'organisation du congrès de Bamako où fut créé le plus grand et le plus puissant mouvement politique d'Afrique francophone durant la décolonisation, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) dont il devint d'ailleurs le patron. La rupture entre Houphouët-Boigny et les communistes s'opéra en 1951. Baptisée « désapparentement », cette politique a été dictée par la répression conduite contre le RDA d'une part et par la volonté d'Houphouët-Boigny de collaborer avec le gouvernement français d'autre part (F.G. Mel, 2005, p. 178).

Une fois le divorce consommé avec ses anciens partenaires, il se rapprocha de Paris jusqu'à devenir membre des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République. Le retour du général De Gaulle aux affaires françaises en 1958 renforça profondément l'entente entre Houphouët-Boigny et la classe politique française. Il se fit l'ardent défenseur du projet de la communauté franco-africaine porté par le général et instauré par la V<sup>e</sup> République jusqu'aux indépendances en 1960. Ce projet

garantissait à la France l'exclusivité des décisions de la communauté et donc, de celles de la colonie de Côte d'Ivoire dans plusieurs domaines régaliens dont la diplomatie. L'anticommunisme étant de ce fait l'un des points de convergence entre Houphouët-Boigny et la politique internationale de la communauté franco-africaine, le nouvel État de Côte d'Ivoire embarqua le 7 août 1960 dans le «navire capitaliste» sous les auspices de l'ancien colonisateur selon les vœux de son chef. Or, au même moment, la Chine se définissait tel un pays à idéologie communiste. Pire, depuis leur rupture avec les Soviétiques au début de la décennie 1960, les Chinois aspiraient au titre de leader du monde communiste en s'appuyant sur le maoïsme et manifestaient clairement leur ambition de devenir des chefs de file du tiers-monde. Bien évidemment, dans la logique de la guerre froide, les deux pays ne pouvaient guère avoir de relations amicales d'autant plus qu'au-delà de l'aspect idéologique, des questions comme la reconnaissance officielle de Taïwan par la Côte d'Ivoire et l'activisme chinois sur le continent africain contribuaient à crispier leurs relations. Aussi, Houphouët-Boigny percevait-il la Chine comme un danger pour la sécurité en Afrique.

## **1.2. La Chine : une menace pour la sécurité en Afrique**

La guerre froide n'a pas empêché la Côte d'Ivoire de nouer des liens diplomatiques avec certains pays de l'Est tels l'URSS et la Yougoslavie voire avec les pays africains ayant opté pour la voie communiste (H-Boigny, 1965, p. 719). De fait, la France jouait bien les trouble-fêtes dans le monde capitaliste. Au nom de sa grandeur et de son indépendance, elle n'hésitait pas à renforcer ses liens avec l'Est allant jusqu'à reconnaître la Chine dès 1964 (M. Vaïsse, 1996, p. 109). Elle encouragea donc ses satellites à en faire autant. Ainsi, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) tolérait à un degré près des relations poussées avec la France. Le témoignage de Jacques Foccart à ce sujet fut édifiant à plus d'un titre. Dans son entretien avec Philippe Gaillard, il affirmait :

Quant aux Russes, lorsque Nikita Khrouchtchev est venu en France en novembre 1960, plusieurs chefs d'État africains, dont Félix Houphouët-Boigny et Hubert Maga, qui étaient à Paris, ont été invités au dîner donné à l'Élysée en l'honneur de l'hôte soviétique. Après le repas, j'étais en conversation avec eux quand Khrouchtchev est venu vers nous avec son interprète. Il nous dit qu'il ne prenait pas ombrage de la présence de la France en Afrique à cause des liens historiques. Mais, a-t-il ajouté avec insistance en s'adressant aux Africains, si vous vous avisez de nouer avec les Américains des rapports de coopération semblables à ceux que vous avez avec les Français, ou de leur accorder une base militaire, nous ne le tolérons pas (P. Gaillard, 1995, p. 215-216).

Le message a été perçu et quelques années plus tard, la Côte d'Ivoire inaugura des relations diplomatiques officielles avec Moscou allant même jusqu'à surfer sur la vague des tensions sino-soviétiques (A. Banga, 2019/2, p. 103-117). Ce fut également le cas dans le message d'Houphouët-Boigny à la nation le 7 août 1965 : « Il nous semble que la Russie ait renoncé à imposer le communisme en Afrique. Ainsi donc, pendant que le danger du communisme russe s'estompe, apparaît sur le sol africain, le communisme chinois, intransigeant, inhumain, facteur de haine et de division » (H-Boigny, 1965, p. 689). La Côte d'Ivoire voulait en sus jouer un rôle prépondérant dans la construction de l'unité africaine. Ce qui devait passer forcément par des relations avec les nombreux États africains ayant emprunté « le chemin rouge ». Houphouët-Boigny, comme souligné plus haut, n'était pourtant pas un idéologue du capitalisme outre son passé proche du cercle des communistes. Il fut moins rebuté par l'idéologie des communistes que par leurs manœuvres subversives et leurs putschs révolutionnaires sur le continent africain<sup>2</sup>. Ceci d'autant plus que la Côte d'Ivoire était coincée dans un « triangle rouge » constitué du Ghana à l'Est, de la Guinée à l'Ouest et du Mali au Nord. C'est d'ailleurs, la principale raison de sa méfiance envers la Chine. Il rejetait tout contact avec elle et s'en expliquait devant le

---

2. Archives SHD 1R193, Rapport des colonels de Reals et Rostain sur leur mission en Afrique occidentale (3-13 mars 1966).

quatrième congrès du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en ces termes :

Nous excluons l'éventualité de toute relation diplomatique avec la Chine de Pékin dont la politique criminelle repose sur la révolution permanente par la subversion dans les pays où elle s'installe, sur la suppression physique des responsables qui ne partagent pas ses conceptions idéologiques dans la conduite des affaires (H. Boigny, 1965, p. 719).

Ces verbes trouvèrent leur sens dans un activisme que les Chinois revendiquaient de façon officielle car, c'est avec beaucoup de fierté et d'enthousiasme que Deng Xiaoping rappela au pupitre de l'ONU en 1974 que :

Le gouvernement et le peuple chinois, indéfectiblement loyaux aux enseignements du président Mao, appuyaient résolument la lutte menée par les nations et les peuples opprimés de partout pour la conquête et l'indépendance nationale [...] contre le colonialisme, l'impérialisme<sup>3</sup>.

Cette proclamation se vérifia en Afrique à travers l'aide apportée à l'union des populations du Cameroun, un mouvement indépendantiste dirigé par Ruben Um Nyobe dans sa lutte contre le pouvoir colonial français (O.Mbala et F.Wassouni, 2016, p. 233). Au-delà de son aide aux mouvements hostiles à la colonisation tolérable jusqu'à un certain point par Abidjan, la Chine soutint plusieurs mouvements d'opposition dans l'espace francophone. Au Zaïre<sup>4</sup> par exemple, Pierre Mulélé, leader de la rébellion lumumbiste, a été formé en Chine (O. Mbala et F. Wassouni, 2016, p. 233). Au Congo-Brazzaville, la chute en 1963 du premier président, l'abbé Fulbert Youlou, fut attribuée par ses partisans dont Houphouët-Boigny à la Chine. Cette série d'événements confortait donc le président ivoirien dans sa vision d'une Chine déstabilisatrice, d'autant qu'il se sentait lui-même menacé par ses actions. En fait, les relations étroites de la Chine avec le Ghana, la Guinée et le Mali, les trois voisins

---

3. Intervention de Deng Xiaoping, chef de la délégation à l'ONU devant l'Assemblée Générale, le 10 avril 1974, <http://www.ilehistoire.net>. Site visité le 16 avril 2019.

4. Actuelle République Démocratique du Congo (RDC).



communistes de la Côte d'Ivoire inquiétaient particulièrement Houphouët-Boigny. L'épisode du soutien chinois au parti sawaba opposé à la section RDA du Niger (le parti progressiste nigérien) et la tentative d'assassinat à la grenade de son leader Hamani Diori, le 13 avril 1965, achevèrent de convaincre la Côte d'Ivoire de la capacité et surtout de la volonté de nuisance des Chinois<sup>5</sup>. En effet, depuis la dissolution du sawaba en 1959, son leader Djibo Bakary, exilé au Ghana, bénéficiait des soutiens chinois et ghanéen en matière de formation militaire, de moyens humains et financiers pour faire chuter Diori, un protégé d'Houphouët-Boigny au sein du RDA. Cette tentative d'assassinat fut attribuée par la France, le Niger et la Côte d'Ivoire au trident composé de la Chine, le Ghana et le Mali. Selon l'ambassadeur de France à Niamey, les assaillants «feraient partie d'une cellule terroriste de quarante personnes qui seraient venues du Ghana par le Mali»<sup>6</sup>. Plus tard, le ministre nigérien de la Justice affirma que l'auteur de l'attentat, Amadou Diop, formé à Nankin, avait été envoyé par Djibo Bakary. Mais la dernière entrave à l'établissement des relations sino-ivoiriennes sur des bases cordiales fut sans ambages les rapports officiels qu'entretenaient Taïwan et la Côte d'Ivoire.

## **2. La coopération ivoiro-taïwanaise comme une entrave à l'amitié sino-ivoirienne**

Dans la droite ligne des pays de l'Ouest et de plusieurs États africains francophones, la Côte d'Ivoire conservait des relations diplomatiques avec Taïwan. Cette attitude était en totale contradiction avec le principe d'une seule Chine si coûteux au régime de Pékin. Effectivement, Taïwan a été l'un des premiers États à être reconnu par Abidjan. Des accords de partenariat, des visites officielles ainsi que des missions à caractère diplomatique et économique ont meublé

---

5. Fonds Jacques Foccart aux Archives nationales, Peyrefitte-sur-Seine, 5AGF/990, travaux de Klaas Van Walraven et dossier «Djibo Bakary et le parti Sawaba».

6. Informations tirées de l'émission de Laurent Correau intitulée Niger, 1965 : la méthode Foccart, accessible sur <http://www.rfi.fr>, site visité en avril 2018. L'émission est réalisée à partir des archives du Fonds Foccart.

cette relation. Plus politique qu'économique, cette relation a tout de même engendré une coopération intrinsèquement tournée vers l'agriculture.

### **2.1. L'officialisation des relations entre la Côte d'Ivoire et Taïwan**

Du point de vue historique, les relations entre la Côte d'Ivoire et Taïwan datent du 11 août 1960, soit quatre jours après l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance. À partir de cette date, la Côte d'Ivoire et Taïwan ont signé divers accords de coopération et entrepris des voyages officiels. Au titre des accords de coopération, l'accord de coopération agricole entre la Côte d'Ivoire et Taïwan a été signé le 22 septembre 1962. Un autre accord portant coopération agricole fut conclu le 16 août 1963 entre les deux pays. De même, du 20 au 22 octobre 1964, un accord de coopération culturelle fut signé. Entre le 30 août 1971 et le 19 juillet 1979, plusieurs accords de coopération furent négociés dans le domaine commercial. En juillet 1973, un contrat de partenariat dans le secteur industriel a été signé entre l'entreprise taïwanaise «Ta Tung Industrial Corporation» et l'État ivoirien.

Quant aux visites officielles et missions diplomatiques, il faut mentionner celle de Sampson Shen, directeur du Government Informations Office (GIO) le 8 mars 1961 en Côte d'Ivoire. Ensuite, les visites officielles de Yang Hsi Kun, vice-président des affaires étrangères taïwanaises en terre ivoirienne en juillet 1964. Ce dernier entreprit une autre visite en Côte d'Ivoire en mars 1965, en 1967, en octobre 1969 et le 30 août 1971. Le 27 juillet 1967, l'on enregistre le voyage de Chiu Nan, directeur adjoint du GIO en Côte d'Ivoire. En outre, en septembre 1969, Wei James, directeur général du GIO se rendit en Côte d'Ivoire. En juillet 1973, l'entreprise taïwanaise de «Ta Tung Industrial Corporation» mena une mission en Côte d'Ivoire. En mai 1981, Ku Cheng-Kong, président émérite de la ligue internationale anticommuniste s'est rendu en Côte d'Ivoire pour réaffirmer le soutien taïwanais au pays frère qu'est la Côte d'Ivoire,

renforcer la coopération ivoiro-taïwanaise et maintenir la politique anticommuniste soutenue par Houphouët-Boigny (X, Aurégan, 2017, p. 1-24). Le 13 octobre 1981, le Maire de Taipei visita Dimbokro. En octobre 1989, on note la visite du « China external trade development council (CETDC) » en Côte d'Ivoire. Outre ces accords et voyages officiels, on note que des projets assortis du partenariat entre la Côte d'Ivoire et Taïwan méritent d'être évoqués. Un premier séminaire sino-ivoirien s'est tenu depuis le 26 juillet 1965 sous les auspices de Taïwan. À ce titre, il y eut l'ouverture de la représentation africaine du GIO en avril 1967. Également, la Côte d'Ivoire a accepté la construction d'un entrepôt agricole en août 1967. Le 27 avril 1968, l'ingénieur agricole Tsou Uch-Ou fut décoré de l'ordre officiel civil. Ce qui a valu à Houphouët-Boigny d'être invité en Taïwan par un expert du Tai-chi-Chuan en décembre 1968. En juin 1970, le président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Philippe Yacé a été décoré de l'ordre de l'étoile brillante marquant ainsi le bon déroulement des relations ivoiro-taïwanaises. En mai 1973, l'on note la construction d'une fabrique de conserves d'ananas par le partenaire taïwanais en Côte d'Ivoire. En mai 1974, il y eut l'ouverture d'une représentation du CETDC en Côte d'Ivoire. Ce premier partenaire asiatique s'est surtout illustré dans le domaine agricole ivoirien.

## **2.2. L'agriculture : domaine privilégié de la coopération ivoiro-taïwanaise**

La Côte d'Ivoire fut l'un des principaux relais politiques taïwanais sur le continent et accueillit dans les années 1970, la majorité des techniciens agricoles : environ 300 au plus fort de la coopération. Une décennie marquée par l'essoufflement de l'économie ivoirienne et surtout par l'accession de la Chine au conseil de sécurité de l'ONU. Environ 8 500 ha ont été aménagés et viabilisés en Côte d'Ivoire par les agronomes taïwanais, représentant quelques 400 « fermes tests » (X. Auregan, 2014, p. 185). De Korhogo au Nord aux zones d'Agboville/Tiassalé/Songon-Agban et Grand-Bassam/Assinie au Sud en passant par Yamoussoukro et les plantations personnelles

d'Houphouët-Boigny, plus d'une trentaine de sites furent retenus et firent l'objet de cette coopération essentiellement marquée par l'implantation de techniques et de variétés rizicoles. L'ananas et la pastèque furent ensuite deux autres produits agricoles cultivés par les ingénieurs «taïwanais», localement encadrés par le bureau du ministère des Affaires Économiques et des missions commerciales, alors situé dans la «world Trade building», bâtiment faisant face à la cité administrative au Plateau. Cette synthèse met en évidence le domaine de prédilection du partenaire taïwanais en Afrique, soit l'agriculture. En somme, la Côte d'Ivoire constitua un poids diplomatique appréciable et apprécié par les dirigeants taïwanais. Ces derniers voyaient la Côte d'Ivoire tel le principal rempart idéologique sur le continent. Ainsi, non dénué d'opportunisme, de paradoxes et mû par une vision de l'État pour le moins personnelle et personnalisée, Houphouët-Boigny mena dans le contexte de la guerre froide une politique a priori claire et sans ambiguïtés, celle d'un anticommunisme en phase avec le bloc occidental-étasunien. Ce rempart idéologique anticommuniste s'inscrit cependant dans le sillage de la RPC au début des années 1980.

### **3. Aux origines de la communauté d'intérêts entre la Côte d'Ivoire et la Chine**

La méfiance d'Houphouët-Boigny envers la Chine qu'il qualifiait d'ailleurs de «Chine rouge» est tombée (X. Arurégan, 2017, p. 14). La Côte d'Ivoire constituait le dernier État sous influence française à avoir reconnu la Chine en ce début des années 80. À partir de cette date, l'État ivoirien signa un nouveau bail avec la Chine sous le sceau d'un partenariat stratégique et porteur d'espoir (M. Cissé, 2007, p. 2). Houphouët-Boigny a fait preuve d'un pragmatisme efficient. Nous examinerons les résultats des réformes de Deng Xiaoping, ensuite la crise économique des années 1980 avant d'évoquer la concrétisation du partenariat entre la Côte d'Ivoire et la Chine.

### **3.1. Deng Xiaoping, architecte de la réforme à la tête de la Chine populaire**

En 1976, la Chine enregistrerait le décès de Mao Zedong. Suite à l'échec de Hua Guofeng qui devait céder sous la pression des militaires, Deng Xiaoping a été rétabli dans ses fonctions de vice-président par le comité central le 21 juillet 1977 puis par le XI<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois en août de la même année (A. Roux, 2003, p. 186). Deng Xiaoping utilisant le mouvement démocratique en cours l'emporta sur Hua Guofeng durant le plénum du comité central de décembre 1978. Il devint du coup président de la Chine. Deng Xiaoping fixait deux objectifs à la diplomatie chinoise : la paix et le développement (L. Delcourt, 2011, p. 7). Sa réforme toucha principalement le domaine de l'économie. Il poursuivit sa politique jusqu'en février 1997 où il mourut des suites de la maladie de parkinson à l'âge de 92 ans. La politique de réformes de Deng Xiaoping fut menée par des principes que l'on nomma les quatre modernisations (X. P. Xiaohong, 2019, p. 2). Il s'agit de l'agriculture, l'industrie, la défense ainsi que les sciences et technologies. Dans le domaine agricole, la priorité du nouveau président chinois était de nourrir environ 978 millions de personnes et créer un surplus agricole pour lancer l'industrialisation, la Chine ayant à l'époque une économie agricole de subsistance. Cela passait a priori par le démantèlement du système maoïste à la campagne. Ce démantèlement a sonné la fin du collectivisme. La campagne chinoise connut dès lors des années glorieuses et les villages se couvrirent de maisons neuves. Les foyers paysans signaient avec les autorités des contrats de plus en plus souples qui assuraient l'usufruit de la terre collective. Ceux-ci recouvraient l'usage de ces terres jusqu'à quinze ans. Cette politique de libéralisation a favorisé la croissance de la production et l'enrichissement des paysans. Malgré les prélèvements imposés par les autorités locales, régionales et centrales, le revenu paysan a «décuplé depuis 1978». Les revenus des paysans suivaient dorénavant la croissance de la production : 11 % en moyenne entre 1981 et 1984 contre 3,7 % de 1953 à 1980. La récolte était de

317 millions de tonnes en 1978. En outre, le secteur industriel, décisif par son poids, fut extrêmement difficile à réformer, car, les ouvriers et employés tenaient toujours aux entreprises dispensatrices d'aide et de sécurité sociale. Les industries rurales datant souvent de l'ère maoïste connaissaient une renaissance tandis que les bourgs sortaient de leur torpeur. La constitution d'entreprises privées fut légalisée pour l'industrie légère et les services. Le gouvernement pouvait financer le développement industriel avec les revenus agricoles à travers une politique de fourchette des prix entre les produits industriels et ceux agricoles (Z. Chen, 2010, p. 455-483). Mais la contribution la plus importante a été l'établissement des entreprises industrielles (*xiangzhenqiye*), la clé de la réforme industrielle. Le domaine industriel connut dès lors une croissance progressive. Par ailleurs, dans le domaine de la défense, la Chine populaire n'avait aucune capacité réelle de projection de force et de puissance, son armée de l'air étant réduite et sa marine quasi inexistante. Déjà, lors de l'invasion japonaise de 1937, la Chine n'avait pas le potentiel militaire nécessaire pour opposer une résistance face à son agresseur. La rupture des relations diplomatiques avec l'URSS en 1960 avait stoppé le processus de modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) et de l'industrie de la défense. Aussi, la Chine, pays sous-développé, n'avait pas les ressources pour mener des guerres longues et coûteuses hors de ses frontières avec des adversaires comme les USA et l'URSS. C'est pourquoi Mao Zedong s'est voulu beaucoup plus prudent en disant «qu'il ne faut pas se battre si l'issue du combat est incertaine. Nous ne pouvons accroître les forces de l'armée rouge en engageant le combat que si nous sommes sûrs de remporter la victoire» (V. Niquet, 1997, p. 48). Ainsi, la réforme du secteur de la défense était plus qu'indispensable non seulement pour garantir la sécurité des populations chinoises, mais également assurer l'intégrité du territoire chinois, protéger l'économie en plein essor. Enfin, concernant le domaine des sciences et technologies, la croissance de la production industrielle confirmait le succès des réformes. De fait, «made in china» était désormais inscrit sur les conteneurs servant au transport des produits manufacturés issus du secteur industriel, de

même que les hautes technologies (voitures, ordinateurs, chars...). La Chine introduisit dès 1979 les premiers mécanismes du marché dans l'industrie qui a connu une croissance explosive : c'est le modèle d'économie socialiste de marché (X. P. Xiaohong, 2019, p. 2). À ce sujet, Deng Xiaoping affirmait lui-même que la « Chine a maintenant adopté une politique d'ouverture sur le monde dans un esprit de coopération internationale » (Z. Chen, 2010, p. 455-483).

Portée par une croissance économique forte, la Chine entendait assurer sa modernisation par une ouverture plus grande en direction des autres acteurs du système international. Les résultats issus de la politique de réforme ne se sont pas fait attendre. Les entreprises rurales ont été fondamentales pour la politique de réforme ainsi que pour la politique d'ouverture. Les réformes économiques internes très progressives ont alors permis à la Chine d'amorcer une croissance économique rapide. Cette trompe économique chinoise était tirée des bénéfices des investissements étrangers qu'elle avait canalisés vers l'industrie exportatrice et l'industrie des nouvelles technologies (X. Paules, 2013, p. 1-2). Au même moment, cinq zones économiques spéciales (ZES) furent ouvertes dans le Sud à Shenzhen près de Hong Kong pour faire entrer des capitaux étrangers et former des cadres, des travailleurs aux technologies de pointe à partir de 1979. Ces ZES étaient des espaces bénéficiant d'un régime juridique particulier qui les rendait plus attractives pour les investisseurs étrangers. Ainsi, la zone économique de Shenzhen a été la première en vertu de la libéralisation économique en 1980. Les terres agricoles furent décollectivisées sonnant le glas des communes populaires. La ville passa d'une petite communauté de pêcheurs à une métropole de dix millions de personnes : on parlait alors du miracle de Shenzhen. Et la première génération de ZES chinoises se concentrait sur la fabrication et l'exportation des produits de base standard comme les chaussures de sport, les vêtements prêt-à-porter. Ces zones offraient également de nombreux privilèges aux étrangers, en particulier, un libre rapatriement des bénéfices. L'énorme potentiel du marché chinois et le prix extrêmement faible d'une main-d'œuvre docile et inépuisable entraînèrent une ruée des investisseurs étrangers. Depuis

1978, la croissance annuelle est passée du 37<sup>e</sup> rang au 11<sup>e</sup> rang mondial des exportateurs et le pourcentage de chinois vivant en dessous du seuil de pauvreté s'est réduit de 30 à 5 %. L'essor de la Chine lui permit de jouer le rôle d'investisseur dans plusieurs pays africains. Considérant les États africains comme des pays du même monde qu'elle, la Chine s'engagea dans une coopération intense avec le continent noir et imposa du coup une rude concurrence aux pays occidentaux.

La montée en puissance de la Chine en Afrique et son soutien indéfectible aux États africains ne laissaient pas indifférent Houphouët-Boigny. La situation économique de la Côte d'Ivoire dans les années 1980 rapprocha davantage Houphouët-Boigny de la Chine.

### **3.2. La crise économique des années 1980, un facteur de rapprochement entre la Côte d'Ivoire et la Chine**

Longtemps considérée comme la vitrine de l'Afrique de l'Ouest du fait du triomphe des politiques libérales de développement, la Côte d'Ivoire a été dirigée dès le départ selon des bases ambitieuses : atteindre rapidement l'autosuffisance alimentaire, diversifier les cultures afin d'être moins dépendant du binôme café-cacao et enfin lancer la construction de barrages permettant l'implantation de centrales hydroélectriques (J. Baulin, 1982, p. 84). Pour atteindre ces objectifs, Houphouët-Boigny choisit le libéralisme économique permettant au pays de bénéficier de la confiance de nombreux investisseurs étrangers, notamment français et de développer les activités agricoles fondées sur l'exploitation du café et du cacao au Sud et à l'Ouest puis du coton au Nord, mais également les activités industrielles comme l'agroalimentaire. Selon Bonnie Campbell (1976, p. 218), ce choix montrait la contrepartie économique de la prise du pouvoir politique par une élite favorable à la continuation des liens avec l'ancienne métropole. En effet, les profits octroyés par son code des investissements de 1959 qui permettait aux entreprises étrangères de rapatrier jusqu'à 90 % de leurs bénéfices dans leurs



pays d'origine (les 10 % restants étaient obligatoirement réinvestis en Côte d'Ivoire) confirmaient bien cet attachement à l'ancien pays colonisateur. Durant cette période (1960-1970), le Produit Intérieur Brut par habitant a été multiplié par cinq en vingt ans (M. Amondji, 1984, p. 269-315). On parlait alors du « miracle ivoirien », le pays faisant figure de réussite rare en matière de décolonisation, un îlot de prospérité dans la région du golfe de Guinée (A. Vidjannandji, 2011, p. 17).

Cependant, le modèle ivoirien subit un coup dur à la fin des années 1970 à travers une grave crise économique aux origines diverses et aux effets néfastes. Les facteurs de cette crise furent à la fois endogènes et exogènes. Les causes exogènes de cet incident économique relevaient de la structure même de l'économie ivoirienne. La Côte d'Ivoire a une économie extravertie et les indicateurs macroéconomiques de ce pays ont été introduits pour une grande partie par les colons. Ce faisant, ces facteurs obligeaient la Côte d'Ivoire à entretenir des relations avec l'extérieur. Or, ces relations étaient fondées sur l'exportation et l'importation des produits de base ainsi que des biens. C'est ainsi que l'économie ivoirienne a été fortement impactée par les crises économiques successives de 1973-1974 et 1977-1978 dues à la flambée des prix du pétrole. Les hausses des prix du pétrole ont été durement ressenties par les pays non producteurs de cette ressource importante. Dans ces pays, l'augmentation des prix a provoqué une chute drastique de la demande extérieure des produits de base et un renchérissement des prix des biens importés. Face à cette situation, le pays fut obligé d'emprunter sur les marchés financiers internationaux. À cela, s'ajoutent la forte hausse du dollar, l'accroissement des taux d'intérêt sur les prêts accordés aux pays en voie de développement, dont la Côte d'Ivoire ainsi que la détérioration des termes de l'échange, comme le mentionne Houphouët-Boigny en ces termes :

Nous sommes les victimes de la détérioration des termes de l'échange, mais nous sommes aussi les victimes des fluctuations monétaires qui tendent à se multiplier. Dans l'un ou l'autre cas, nous ne pouvons strictement rien. Tout se décide en dehors de nous, et souvent contre nous (H-Boigny, 1971, p. 269-315).

Les raisons internes de ce marasme économique étaient liées à la surimplication de l'État dans l'économie productive et la croissance du capital exclusivement d'origine étrangère. Cette crise a marqué les esprits et fait prendre conscience de la vulnérabilité du modèle de croissance ivoirien. L'État considérait la hausse du prix des matières premières consécutive au miracle ivoirien comme un phénomène de long terme et vivait au-dessus de ses moyens embauchant des fonctionnaires par milliers, construisant des immeubles, des ponts, des routes, des hôpitaux à grands frais. Surtout, il lança une politique d'industrialisation qui a fait de la Côte d'Ivoire le pays le plus industrialisé d'Afrique (hors l'Afrique du Sud), mais au prix de quelques gouffres financiers. Certains «éléphants blancs» se révélaient coûteux sur le long terme du fait de leur faible taux de productivité et de leur gestion souvent catastrophique (M. Cissé, 2007, p. 16). L'exemple le plus fréquemment cité était celui de la Société pour le Développement de la Production de Sucre (SODESUCRE) qui a coûté plus de 100 milliards de francs CFA à l'État. Il y a aussi la chute brutale de l'épargne privée qui compliqua la tâche de l'État. En plus de cela, la dégradation de la situation des finances publiques s'est très fortement accentuée au début des années 1980. Selon une étude du ministère français de la Coopération parue en mai 1982, le déficit cumulé des finances publiques a été financé à plus de 70 % par les capitaux extérieurs de 1978 à 1981. Face à cette situation, les entreprises étrangères rapatrièrent massivement leurs bénéfices tandis que les travailleurs étrangers composés de Libanais, maliens, syriens, burkinabè, sénégalais et haoussas transférèrent une grosse partie de leur épargne en dehors des frontières ivoiriennes. Ainsi, privé d'épargne domestique et étranglé par la baisse des recettes d'exportation, l'État répondait à ses besoins de financement par un endettement excessif.

Les conséquences de cette crise économique furent perceptibles sur les plans économique et social. Sur le plan économique, on note une augmentation de la dette extérieure suscitée par les investissements de prestige dont les projets du barrage de Kossou, l'embellissement d'Abidjan, les fêtes-tournantes, les nouveaux et coûteux chantiers de la transformation de Yamoussoukro en capitale politique dès 1983. À cette date, la dette totale de la Côte d'Ivoire se chiffrait déjà à 2800 milliards de francs CFA et la dette fixe était passée de 35,2 % à 47,5 % entre 1974 et 1983 (G. Duruffle, 1988, p. 87-148). L'industrie ivoirienne entra en pleine récession et commença à dégager un solde net d'emploi négatif. Dès 1980-1981, l'activité baissa de façon significative dans l'industrie du bois, du caoutchouc, de la sidérurgie, des matériels de transport.

Dans le domaine agricole, l'on enregistra des fluctuations insupportables des cours du café et du cacao. La Côte d'Ivoire a enregistré une perte de plus de 700 milliards de francs CFA entre 1980 et 1982. La sécheresse de 1983-1984 ravagea près de 400 000 ha de forêt et 200 000 ha de café et de cacao. L'économie ivoirienne était alors au bord de la banqueroute (X. Auregan, 2014, p. 341). L'État qui achetait les récoltes des planteurs au double des prix pratiqués sur le marché s'endetta lourdement (B. Ngaladjo, B. Contamin et al, 1992, p. 13). La dette extérieure de la Côte d'Ivoire avait atteint 10 milliards de dollars américains jusqu'en mai 1987, obligeant Houphouët-Boigny à suspendre unilatéralement les remboursements de celle-ci.

Quant aux effets sociaux de cette crise, ils furent nombreux. Le chômage s'installa surtout dans l'industrie manufacturière où environ 15000 emplois furent supprimés. La famine prit de plus en plus de l'ampleur au sein des populations ivoiriennes du fait de la sécheresse de 1983-1984. La pauvreté absolue tripla en Côte d'Ivoire entre 1983 et 1993 passant de 10 % à 31,3 % à cause de cette crise économique. Dans le domaine éducatif, les conséquences de la récession furent déplorables. Le nombre d'élèves du primaire est passé de 330 000 en 1963 à environ un million en 1985, celui du secondaire de 20 000 à 464 000. Et les taux de scolarisation qui

avaient augmenté dans les années 1970 ont connu une nette régression depuis la fin des années 1980. L'État ivoirien n'avait plus les moyens de suivre la demande de scolarisation du fait des graves difficultés des finances publiques. Le budget de l'éducation est passé à 31,4 % du budget général entre 1981 et 1984 (18,8 % en 1994-1998). L'offre scolaire baissa en conséquence, en quantité (nombre d'écoles et de professeurs par élèves) et en qualité (qualification des enseignants, matériels pédagogiques). Les ménages subirent d'autre part une chute drastique de leurs revenus et certains renoncèrent, pour des raisons pécuniaires à scolariser tous leurs enfants, notamment les filles. Les fonctionnaires ont subi quant à eux une réduction de salaires et devaient payer de lourds impôts. On note de nombreux licenciements (20 000 à 30 000 salariés et journaliers) au niveau des autres entreprises privées.

Un aspect important ayant contribué au rapprochement entre la Côte d'Ivoire et celle de la Chine a été sans conteste la tournée africaine du Ministre des Affaires Étrangères Zao Zihang en décembre 1982. Au cours de son périple, il a mis l'accent sur le volet économique et a présenté le modèle de coopération, le «partenariat gagnant-gagnant» (W. Ahmad, M. Amrani et al, 2012, p. 17). En visitant plusieurs États africains dont le Gabon, la Guinée et les deux Congo, celui-ci prôna la solidarité de la Chine venue apporter son assistance au continent africain. Houphouët-Boigny y voyait alors l'inextricable montée en puissance pékinoise. Ainsi, cette démonstration diplomatique de la Chine infléchit la position Houphouétiste en Afrique de l'Ouest (L. Delcourt, 2011, p. 7). Dans cette période de dure épreuve pour la Côte d'Ivoire où les finances publiques s'asséchaient de plus en plus, les pays occidentaux dont la France, principal donateur de la Côte d'Ivoire, connaissaient eux-aussi un ralentissement économique et réduisaient leur aide publique au développement, ce qui obligea leurs satellites à rechercher de nouveaux partenaires. De ce fait, Houphouët-Boigny, le désormais pragmatique, toujours plus concerné par les questions économiques et sociales que par la rhétorique révolutionnaire ne pouvait qu'envisager des échanges avec Pékin. Dès lors, les barrières idéologiques et sécuritaires une

fois levées, la voie était désormais libre pour des rapports cordiaux entre Pékin et Abidjan.

### **3.3. La reconnaissance entre la Côte d'Ivoire et la Chine populaire**

Au commencement était la diplomatie ! Tel fut le crédo de la Chine pour sceller son partenariat avec tout État. Ainsi, fidèle à sa tradition des «petits pas», la Chine établit des liens diplomatiques avec la République de Côte d'Ivoire (M. Cissé, 2007, p. 4). Les deux États entreprirent par la suite des visites officielles. Pierre angulaire de la stratégie chinoise de coopération, la diplomatie constitue la première instance de rationalisation et d'expression de l'offensive chinoise en Côte d'Ivoire. Ainsi, le 2 mars 1983, la République populaire de Chine et la Côte d'Ivoire officialisent leurs relations. Le 30 août de cette année, un accord fut signé pour l'installation de l'Ambassade de Chine en Côte d'Ivoire. En janvier 1984 s'effectua l'ouverture de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Chine. Le 23 février 1984, il y a eu la présentation des lettres de créance par Zhu Chencai, premier ambassadeur chinois en République de Côte d'Ivoire et le 5 juin de la même année, la présentation des lettres de créance par Tiémélé Amoikon, premier ambassadeur ivoirien. Reconnue conjointement à Pékin par Siméon Aké et Wu Xueqian, respectivement ministres des Affaires Étrangères, la Chine devint le seul et légitime gouvernement représentant le peuple entier de Chine et également l'unique interlocutrice possible puisque «Taïwan faisait désormais partie intégrante du territoire de la Chine»<sup>7</sup>. La création d'un département Afrique-Asie au ministère des Affaires Étrangères témoigne bien de cette amitié entre la Côte d'Ivoire et le géant asiatique chinois (X. Auregan, 2017, p. 21). Du point de vue diplomatique, la Chine, en établissant des relations avec la Côte d'Ivoire, venait de régler la question de Taïwan taxée de «province rebelle» par les milieux chinois (A. Roux, 2003, p. 138). La Chine posa alors le principe

---

7. Communiqué conjoint de l'établissement des relations sino-ivoiriennes (<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjw/zjzg/fzs/gjlb/2964/2965/t16492.htm>, consulté le 18 Juillet 2018).

«d'une seule Chine» et isola ainsi Taïwan. Elle voyait en Taïwan une province rebelle qu'elle se réserve le droit de rattacher au territoire même par la force. Or Taïwan qui est devenu l'un des nouveaux pays industriels depuis les années 1980 s'affirmait malgré ses défaites diplomatiques qui l'ont peu à peu affaibli. Avec le poids international de la Chine et son potentiel économique, accepter une quelconque proclamation officielle d'une indépendance de Taïwan serait un casus belli. Aller vers une entité taïwanaise véritablement autonome dans un «Commonwealth politico-culturel chinois» qui se veut unique remettrait en cause l'autorité chinoise dans la région et saperait le prestige chinois sur l'échiquier international. De ce fait, la Chine, en isolant Taïwan sur la scène diplomatique se positionnait en puissance salvatrice venue au secours des pays africains en général et la Côte d'Ivoire en particulier dont la coopération avec l'occident longtemps assortie de beaucoup de conditionnalités était jugée inadaptée.

Le principe de «l'unicité de la Chine» constitua la politique fondamentale dans l'établissement des relations de la Chine avec les autres pays (Y. Gao, 2018, p. 24-25). Cela dit, la question taïwanaise a été une variable incontournable qu'il est convenable d'intégrer dans toute démarche visant à comprendre la Chine ou à évaluer ses rapports avec le reste du monde en général et avec l'Afrique en particulier. Soulignons à toutes fins utiles qu'outre le volet économique de la politique chinoise à l'égard de la Côte d'Ivoire, il n'est pas prétentieux de mentionner l'angle structurel à travers l'impératif de diversification des sources d'approvisionnement énergétique pour soutenir la croissance économique de la Chine. Pékin voulait également se positionner comme représentant de l'Afrique et du Tiers-monde au sein du conseil de sécurité de l'ONU voire s'assurer de leur soutien dans les instances internationales. En somme, l'éviction de Taïwan par la Chine apporta à la relation sino-ivoirienne un supplément de panache et de multilatéralisme qui contribua non seulement à rehausser le statut de la Chine en Afrique de l'Ouest, mais aussi et surtout à consolider le caractère désormais mondial de la puissance chinoise (J. P. Cabestan, 2013, p. 150-171).

## Conclusion

Tête de pont du «réseau franco-africain», Houphouët-Boigny s'est opposé avec opiniâtreté à toute avancée progressiste et communiste sur le continent africain de 1960 jusqu'à la fin des années 1970 prenant à contre-pied la politique étrangère parisienne qui reconnut Beijing en 1964 (J. P. Dozon, 2002/4-5, p. 261-288). Le président ivoirien ne fut point un adepte de la Chine rouge, celle de Mao Zedong à Ye Jianying. Toutefois, stigmatisée et honnie, la Chine populaire est recherchée au début de la décennie 1980. L'année 1983 apparaît effectivement comme le temps de la rédemption, d'un virage géopolitique certain à 180 degrés. La reconnaissance diplomatique du 2 mars 1983 entre la Côte d'Ivoire et la Chine s'accompagna d'un profond désaveu, d'une trahison puisque Taïwan disparut officiellement de la scène diplomatique abidjanaise. Houphouët-Boigny abandonna les barrières politico-idéologiques, symboles de son désamour pour la voie communiste et devint pragmatique en acceptant de coopérer avec la Chine surtout dans un contexte de crise économique aiguë et de la conjoncture internationale marquée par l'ouverture du géant asiatique chinois sur l'extérieur après les réformes de Deng Xiaoping, successeur de Mao Zedong.

## Sources et bibliographique

### Sources

#### Sources orales

N°	Nom et Prénoms	Profession	Date et lieu de l'entretien
1	KOBI Abo Joseph	Enseignant-Chercheur à l'Université Alassane Ouattara (Bouaké).	Entretien réalisé le 05 août 2020 à Bouaké à 11 H 47 Min.
2	KOUADIO N'dri	Employé à l'PIFEX-CI de Bouaké.	Entretien réalisé le 22 août 2020 à Bouaké à 16 H 06 Min.

## Sources d'archives

Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes (SHD), Dossier menace communiste, 1R194.

Archives SHD 1R193, Rapport des colonels de Reals et Rostain sur leur mission en Afrique occidentale (3-13 mars 1966).

Fonds Jacques Foccart aux Archives nationales, Peyrefitte-sur-Seine, 5AGF/990, travaux de Klaas Van Walraven et dossier «Djibo Bakary et le parti Sawaba».

## Bibliographie

AHMAD Wais, AMRANI Meryem et al, 2012, «Accords sino-africains», *Intelligence économique*, p. 1-29.

AMONDJI Marcel, 1984, *Félix Houphouët-Boigny et la Côte d'Ivoire : l'envers d'une légende*, Paris-Karthala.

AUREGAN Xavier, 2014, *Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat de l'Université Paris VIII.

AUREGAN Xavier, 2016, «Les États africains doivent définir une politique chinoise», *Chine magazine*, p. 1-15.

AUREGAN Xavier, 2017, «Taiwan en Afrique : un anachronisme en voie de résorption?», *Asia Focus*, p. 23-24.

BANGA Arthur, 2019, «Dynamique et enjeux de l'évolution des relations sino-ivoiriennes (1960-2018)», *Relations internationales*, Volume 2, n° 178, Éditions des presses universitaires de France, p. 103-117.

BAULIN Jacques, 1982, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press.

BRAUTIGAM Deborah, 1998, *Chinese Aid and African Development Exporting the Green Revolution*.

CABESTAN Jean Pierre, 1992, *L'administration chinoise après Mao. Les réformes de Deng Xiaoping et leurs limites*, Paris, éditions du CNRS.

CABESTAN Jean Pierre, 2013, «Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir», *Herodote*, Éditions La découverte, n° 150, p. 150-171.



- CAMPBELL Bonnie., 1976, « L'idéologie de la croissance : une analyse du plan quinquennal de développement 1971-1975 de la Côte d'Ivoire », *Revue canadienne des études africaines*, volume X, p. 214-235.
- CHEN Zhiming, 2010, « La voie chinoise de développement », *Études internationales*, Volume 41, n° 4, p. 455-483.
- DELCOURT Laurent, 2011/7, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », *Alternatives Sud*, n° 2, Vol. 18, p. 7-31.
- DIALLO Siradiou, 1993, *Houphouët-Boigny, Le planteur, le médecin et le ministre (1900 - 1960)*, Paris, Jeune Afrique livres.
- DOZON Jean Pierre, 2002/4-5, « L'État franco-africain », *Les Temps Modernes*, n° 620-621, p. 261-288.
- DURUFFLE Gilles, 1988, *La Côte d'Ivoire dans l'ajustement structurel en Afrique*.
- GAILLARD Philippe, 1995, « Foccart parle », *Jeune Afrique*, Paris, Éditions Fayard, p. 215-216.
- GAO Yolande, 2018, *Diplomatie publique, grand enjeu pour les relations sino-africaines*, Master Études européennes et relations internationales, CIP promotion Louis Pasteur (2017-2018).
- HOUPHOUËT-Boigny, discours prononcé devant le 4<sup>e</sup> Congrès du PDCI-RDA le 25 septembre 1965, *Anthologie des discours 1946-1978*, tome 2, p. 719-1282.
- HOUPHOUËT-Boigny, 1971, Message aux secrétaires généraux des sous-sections du PDCI cité par Marcel AMONDJI, 1984, p. 269-315.
- HOUPHOUËT-Boigny, 1978, « Message adressé à la nation à l'occasion du cinquième anniversaire de l'indépendance le 7 août 1965 », *Anthologie des discours 1946-1978*, t.2, Abidjan, CEDA, 1978, p. 689-1282.
- HUA Guofeng, 1978, *Rapport du gouvernement chinois de l'année 1978 (1978 Nian zhengfu gongzuo baobao)*, rapport du premier ministre Hua Guofeng lors de la première assemblée du 5<sup>e</sup> congrès national de la Chine, p. 7-15.
- LOUCOU Jean-Noël, 1992, *Le Multipartisme en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Éditions Neter.

- MBALA Olivier et WASSOUNI François, 2016, *La Présence chinoise en Afrique francophone*, Paris, Éditions nouvelles.
- MBAYE Cissé, 2007, *L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine*, Mémoire de Master.
- MEL Frédéric Grah, 2005, *Félix Houphouët-Boigny*, Paris, Éditions du CERAP/Maisonnette et Larose, Tome 1.
- NANDJI Pierre, 1995, *Houphouët-Boigny : L'homme de la France en Afrique*, Paris L'harmattan.
- NGALADJO Bamba, CONTAMIN Bernard et al, 1992, « Crise économique et programmes d'ajustement structurel en Côte d'Ivoire », *ORSTOM*, Actes de la Table Ronde, Bingerville (Côte d'Ivoire), Éditions GIDIS-CI, p. 13.
- NIQUET Valérie, 2006, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, IRFJ, p. 45-55.
- PAULES Xavier, 2013, « La Chine, des guerres de l'opium à nos jours », *Documentation photographique*, n° 8093, Dila, p. 1-2.
- ROUX Alain, 2003, *La Chine au 20<sup>ème</sup> siècle*, 3<sup>e</sup> édition mise à jour, Paris Armand Colin.
- VAÏSSE Maurice, 1996, *La Grandeur dans la politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris Fayard.
- VIDJANNANGNI Augustine, 2011, *La complexité de la question identitaire en Côte d'Ivoire*, Mémoire de Maîtrise en Science politique, Université du Québec à Montréal
- WAGRET et MARSEILLE Jacques, 1998, *La République de Chine de 1941 à 2000*.
- XIAOHONG Xiao Planes, 2019, « Deng Xiaoping, L'homme de la réforme », *Institut National des langues et civilisations orientales*, p. 2.